

L'Europe osera-t-elle parler haut et fort à Erdogan ?

Article rédigé par *Roland Hureaux*, le 10 mars 2016

Un sommet Union européenne -Turquie doit se tenir le 9 mars. Si l'Europe occidentale veut reprendre en main son destin, ne plus subir mais agir, ce sommet est capital. Recep Erdogan, président de la Turquie, est en effet aujourd'hui un homme clef qui commande l'avenir du Proche Orient, celui de l'Europe et même, jusqu'à un certain point, celui du monde.

Un mot suffirait

Il lui suffit de dire que dès demain, il ne laissera plus passer des djihadistes en Syrie et en Irak pour que la guerre effroyable qui s'y déroule s'arrête vite faute de combattants. Ces djihadistes viennent du monde entier, y compris de pays comme le Japon qui ne savent même pas ce qu'est l'islam. Ils fuient un vide intérieur, effet d'un nihilisme radical entretenu par l'idéologie libertaire euro-atlantique. Dès qu'ils passent la frontière de la Syrie, ils ont six mois d'espérance de vie. La guerre suicidaire où on les mène est en effet terriblement meurtrière. Elle cesserait très vite s'il n'y avait l'afflux continu de ces troupes fraîches qui n'ont rien de syriennes. Inutile de dire que ce flux est non seulement permis par Erdogan mais probablement encouragé.

Ajoutons que la Turquie sert toujours de base de transit d'armes et offre des camps d'entraînement aux hommes de Daesh que de manière mensongère Erdogan prétend combattre.

Il suffirait de même que demain Erdogan dise "stop, on ne passe plus" pour que cesse immédiatement le flux de réfugiés ou assimilés venus de Syrie, mais aussi d'Irak ou d'Afghanistan qui transitent par la Turquie puis traversent, grâce à des passeurs, la Mer Égée vers les îles grecques avant de tenter leur chance en Europe. 850 000 personnes sont passées par là en 2015. Il y en aura au moins un million cette année. Les "migrants" payent très cher (au moins 5000 euros) ce transit aléatoire par mer organisé par la mafia turque, en liaison probable avec les services secrets turcs et peut-être d'autres. Les réfugiés trop pauvres pour payer les passeurs, comme les deux millions de Syriens qui végètent dans des conditions concentrationnaires à la frontière syro-turque, n'ayant pas les moyens de payer, ne partent pas.

Il est faux, comme il tente de le faire croire de manière fallacieuse, qu'Erdogan est obsédé par le problème kurde. Ce problème était presque résolu, quand le président turc l'a réveillé en bombardant sans raison les zones kurdes de Turquie (son propre peuple !) pour exciter l'animosité de la majorité turque contre la dissidence kurde et ainsi gagner les élections du 1er novembre 2015. S'il est vrai qu'a émergé en Syrie et en Irak une force kurde vaillante contre Daesh, c'est bien parce qu'Erdogan y avait, avec d'autres, fomenté le désordre. La dissidence kurde serait, sinon, moins redoutable.

Un projet impérial

De fait, Erdogan n'agit pas ainsi pour résoudre un problème intérieur. Il n'a jamais caché ses ambitions internationales : en Syrie et en Irak, reconstituer la zone d'influence qui fut jusqu'en 1917 celle du sultan de

Constantinople, en Europe, étendre l'influence de l'islam à la fois par la perspective d'une intégration à l'Union européenne et par l'augmentation du poids des musulmans dans les différents pays qui la composent. C'est un projet d'expansion idéologique dans la ligne des frères musulmans auxquels il appartient.

Ajoutons qu'aujourd'hui Erdogan est un homme frustré qui s'impatiente de voir ses projets tenus en échec. Même si Washington et Bruxelles y poussent, les opinions occidentales s'opposent à l'intégration de la Turquie dans l'Union européenne. Mais cette perspective aura permis de protéger le gouvernement islamiste contre une armée kémaliste susceptible de faire un coup d'état. En intervenant massivement en Syrie depuis l'été 2015, la Russie fait obstacle aux projets turcs et risque chaque jour un affrontement dans le Nord de la Syrie. Erdogan a imprudemment abattu un avion russe, probablement sur le territoire syrien: il a essuyé aussitôt de très lourdes sanctions économiques de la part de Moscou. Si Erdogan a gagné les élections du 1er novembre dernier, sans doute par des manipulations électorales et en emprisonnant de nombreux journalistes, il ne se heurte pas moins à de nombreuses oppositions : outre les Kurdes, la partie occidentale de la Turquie demeurée kémaliste et la puissante minorité alévie proche des alaouites de Syrie, soutien du président Assad. Mis ainsi en difficulté sur tous les fronts, Erdogan, à la tête d'une Turquie dont la situation économique se dégrade, pourrait être tenté par la fuite en avant : provoquer des incidents face aux Russes pour entraîner l'OTAN avec lui dans ce qui ne pourrait être qu'un nouveau conflit mondial.

Erdogan s'étant récemment comparé à Hitler (qui en commettant la Shoah, s'est explicitement référé au précédent du génocide arménien), on ne peut que mettre en parallèle la passivité de l'Europe face à ses agissements avec celle de l'Europe des années trente face au nazisme.

Une des grandes forces d'Erdogan est que les États-Unis le soutiennent : parce qu'il est membre de l'OTAN et un rempart contre la Russie, peut-être même parce qu'ils sont secrètement complices de son projet de déstabilisation de l'Europe (comme ils avaient fait obstacle dans l'entre-deux-guerres à toute politique tendant à contenir l'Allemagne).

La faiblesse des Européens face à Erdogan

Jusqu'ici, la position de l'Europe face aux manœuvres funestes de l'actuel gouvernement turc (que nous ne confondons nullement avec le peuple turc) a été d'une étonnante faiblesse.

Quand, toute pudeur écartée, Erdogan est venu à l'automne haranguer ses compatriotes à Strasbourg et à Bruxelles, en insultant l'Europe et les pays hôtes, personne n'a réagi.

Quand il s'est trouvé en difficulté électorale l'an dernier, devant la montée de son opposition interne, Angela Merkel est allée le soutenir, lui faisant, au nom de l'Europe qui ne l'avait pourtant pas mandatée pour cela, des promesses mirifiques. Des dernières rencontres, Erdogan a gagné à la fois la reprise des négociations d'intégration à l'Union européenne, la promesse d'une libre circulation des citoyens turcs dans l'espace Schengen et une aide de 4 milliards d'Euros en échange de promesses de contrôle des flux dont on ne voit pas le premier commencement de réalisation.

Ces 4 milliards s'ajoutent à tous ceux que la Turquie reçoit comme candidat à l'entrée et aux facilités commerciales dont elle dispose sur le marché européen, sa situation étant aujourd'hui de bénéficier de tous les avantages de l'Union en étant exonérée de ses inconvénients.

Si l'Europe veut continuer à exister, elle n'a qu'un seul discours à tenir lors de la rencontre du 9 mars : "Monsieur Erdogan, ou vous arrêtez immédiatement les transferts de djihadistes vers la Syrie et les flux de réfugiés, vrais ou faux, vers l'Europe, ou vous perdez les multiples avantages que l'Union européenne vous a si généreusement concédés jusqu'à aujourd'hui."

